



La Tribune de Genève

jeudi 6 décembre 2018

Plus d'ouvriers et moins de cadres parmi les frontaliers; Le profil des Français travaillant à Genève a légèrement évolué, selon le deuxième Observatoire des frontaliers

RUBRIQUE: GENEVE; Pg. 7

LONGUEUR: 936 mots

Sondage

Les résidents français qui viennent tous les jours travailler à Genève ne sont **plus** tout à fait les mêmes qu'il y a trois ans. Présentée ce mercredi par le Groupement transfrontalier européen et le Crédit Agricole, la 2e édition de l'Observatoire des frontaliers (un sondage IPSOS réalisé cet été auprès de 403 personnes), trace le portrait-robot des pendulaires habitant dans les départements de l'Ain, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Leur profil a légèrement évolué par rapport à la précédente édition, en 2015.

Ainsi, la proportion des catégories socioprofessionnelles s'est inversée. Alors qu'en 2015 **plus** de la moitié des personnes interrogées avaient un statut de **cadres** ou exerçaient des professions intellectuelles supérieures (voir infographie), en 2018 on recense majoritairement des simples employés ou des **ouvriers**. Pourtant, les frontaliers sont assez qualifiés dans leur ensemble, puisque près des deux tiers d'entre eux ont poursuivi des études au-delà du baccalauréat.

La peur de se faire licencier

Claudio Bolzman, sociologue et professeur à la Haute École de travail social, imagine plusieurs explications possibles à ce paradoxe. Selon lui, certains acceptent peut-être des emplois en dessous de leur niveau de qualification par manque d'autres opportunités professionnelles. Mais il se peut aussi qu'ils aient déménagé en Suisse afin de conserver leurs postes à responsabilité, notamment dans le secteur public et parapublic. «Je connais des hauts **cadres** qui se sont fait éjecter de leur poste juste parce qu'ils étaient des frontaliers», confie le président du Groupement transfrontalier européen, Michel Charrat. Un petit quart des sondés estime en effet que la montée du sentiment antifrontalier à Genève a eu un impact sur leur emploi ou sur l'évolution de leur carrière.

La troisième explication envisagée par Claudio Bolzman est la part croissante de résidents français travaillant dans le commerce ou la construction. Ces secteurs exigent des qualifications **moins** élevées que la santé, qui était en 2015 le secteur employant le **plus** de frontaliers. Or, en 2018, il n'arrive **plus** qu'en deuxième position après le commerce et avant la construction. Selon Michel Charrat, l'introduction de la préférence cantonale il y a quelques années dans les services publics à Genève a eu un effet sur certains secteurs: «Dans le domaine de la santé, par exemple, on embauche toujours des frontaliers, mais de manière déguisée. Ainsi, il y a de **plus** en **plus** de contrats temporaires, ce qui précarise les travailleurs.» Comme 34,5% des sondés, Michel Charrat affirme cependant comprendre qu'on donne la priorité à la main-d'oeuvre locale.

Claudio Bolzman se demande pour sa part si la préférence cantonale peut expliquer le fait que de **plus** en **plus** de résidents des trois départements français susmentionnés travaillent dans le canton de Vaud (14,3% en 2018, contre 11,7% en 2015). L'immense majorité d'entre eux (83,4%) est toutefois employée à Genève.

Majorité de propriétaires

Selon l'Office cantonal de la statistique, on dénombre 81 226 pendulaires français à Genève. L'Observatoire des frontaliers nous apprend qu'ils travaillent pour la plupart dans le privé, et qu'un sur deux est employé en Suisse depuis **plus** de dix ans. Il s'agit majoritairement d'hommes, leur moyenne d'âge est de 41 ans (un an de **moins** qu'en 2015) et un sur dix a la double nationalité. De **plus**, les trois quarts sont propriétaires de leur logement. Selon Richard Laborie, directeur général adjoint du Crédit Agricole des Savoie, cela en fait une population atypique puisque la moyenne des propriétaires à l'échelle de la France est de 60%.

Sans surprise, la principale motivation à venir travailler en Suisse est le bon niveau des salaires (64% des sondés évoquent cette raison, qui est même la première motivation pour 39,4% d'entre eux), suivi par le dynamisme du marché du travail (32%) et la proximité avec le lieu d'habitation (28%). Les frontaliers dépensent principalement leur argent en France, mais presque tous font aussi des achats en Suisse, en particulier dans l'alimentation, les loisirs, le multimédia ou l'habillement.

Plus de la moitié des personnes interrogées (56,9%) ont un compte d'épargne en Suisse, lequel vient souvent s'ajouter à un compte en France, mais pas forcément. Cette proportion a augmenté de **plus** de sept points depuis 2015. «Les gens veulent pouvoir bénéficier des fluctuations du taux de change, même si l'épargne ne rapporte pas beaucoup d'intérêts en Suisse», note Catherine Galvez, directrice générale de Crédit Agricole Next Bank. En effet, 60% des sondés affirment être **plus** attentifs au taux de change depuis l'abandon du taux plancher du franc suisse, car cela peut notablement augmenter leur pouvoir d'achat. «Et puis, ils ne veulent pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier», suppose Michel Charrat.

Bien intégrés en Suisse

Malgré l'hostilité d'une partie de la population envers les frontaliers, ceux-ci se sentent plutôt bien intégrés en Suisse. Près des deux tiers d'entre eux confient développer des relations sociales en dehors du cadre professionnel, alors que la plupart ne connaissaient personne en Suisse avant d'y travailler. «Déjà dans les années 70, on nous accusait de manger le pain des Suisses, raconte Michel Charrat. Mais je considère avoir contribué à l'essor de l'économie locale. Pour moi, le frontalier est un Genevois. Nous vivons sur le même territoire, celui du Grand Genève, et nous avons une identité commune.»

DATE-CHARGEMENT: 6 décembre 2018

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Copyright 2018 Tamedia
tous droits réservés